

La flamme olympique chahutée de pays en pays...

jeudi 10 avril 2008, par [ANZUONI Mario](#), [DHOMBRES Dominique](#), [FOLLOROU Jacques](#), [JAKUBYSZYN Christophe](#), [Le Monde](#), [LESNES Corine](#), [VINOGRADOFF Luc](#) (Date de rédaction antérieure : 10 avril 2008).

Sommaire

- [A San Francisco, le parcours](#)
- [Nouvelles craintes pour la \(...\)](#)
- [« Le trajet de la flamme \(...\)](#)
- [Gordon Brown n'assistera \(...\)](#)
- [A Paris, la flamme olympique](#)
- [JO en Chine : contestation \(...\)](#)
- [Le ton monte entre Pékin \(...\)](#)
- [Cérémonie des JO : M. Sarkozy](#)
- [Flamme olympique à Paris : \(...\)](#)
- [Un Chinois règle la circulatio](#)
- [Hillary Clinton demande à \(...\)](#)

A San Francisco, le parcours de la flamme olympique réduit comme peau de chagrin

REUTERS/MARIO ANZUONI

Pour sa seule étape en Amérique du Nord, la flamme olympique a été accueillie, comme à Paris et à Londres, par de nombreuses manifestations hostiles au régime chinois. Des milliers d'Américains étaient venus dénoncer l'attitude de Pékin à l'égard du Tibet, de la Birmanie ou encore de la région soudanaise du Darfour. Les organisateurs ont été contraints d'écourter et de modifier à plusieurs reprises le parcours de la flamme, qui s'est achevé en catimini sur le tarmac de l'aéroport international de San Francisco, la cérémonie de clôture initialement prévue en bord de baie ayant été annulée à la dernière minute.

La situation était d'autant plus tendue à San Francisco que la communauté chinoise - représentant un cinquième de la population de la ville - était venue en nombre pour soutenir le passage de la flamme. Pour arbitrer ce face-à-face, un important dispositif de sécurité avait été déployé.

Le relais a débuté en début d'après-midi dans le quartier de McCovey Cove près du stade de baseball de San Francisco, avant que la flamme ne disparaisse rapidement aux yeux du public pendant près d'une heure. Peu après que le premier porteur eut embrasé la torche et entamé sa course, escorté des agents de sécurité chinois, le groupe a soudainement disparu dans un vaste complexe d'entrepôts au bord de l'océan. Après une heure d'attente, la flamme est réapparue sur un grand axe nord-sud de la ville, à plus de trois kilomètres de là. Selon le maire de la ville, Gavin Newsom, cette modification du parcours a été décidée afin de contourner les rassemblements de manifestants potentiellement dangereux mais aussi dans un souci de ne pas perdre trop de temps.

« *Il y avait beaucoup de monde sur les trottoirs et le relais aurait pris du retard* », a-t-il expliqué à l'Associated Press par téléphone.

« LA SITUATION A ÉTÉ MEILLEURE À SAN FRANCISCO »

Symbole du climat tendu de cette cérémonie, une des relayeuses, qui avait dissimulé sous ses habits un petit drapeau du Tibet pour l'exhiber au moment de son passage, a été stoppée net dans sa course par les forces de l'ordre. « *Les services de sécurité chinois et les policiers se sont rués sur moi pour m'écarter du relais avant de me pousser dans la foule sur le trottoir* », a expliqué Majora Carter, une artiste directrice d'une ONG américaine originaire du Bronx. Aucun incident majeur n'a toutefois été signalé. Pour Jacques Rogge, le président du Comité international olympique, « *la situation a été meilleure à San Francisco [qu'à Londres et à Paris]* » même si « *cela n'a pas été la fête heureuse que nous avions souhaitée* ». Il a toutefois assuré que le périple de la flamme se poursuivrait comme prévu, avec une prochaine étape à Buenos Aires.

Au moment où la flamme jouait à cache-cache avec les manifestants, le sénateur Barack Obama, en lice pour l'investiture démocrate à la présidentielle de novembre, a estimé que si Pékin ne prenait pas des mesures concrètes en faveur du Darfour et du Tibet, le président George Bush se devrait de boycotter la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, en août dans la capitale chinoise. « *Si les Chinois ne prennent pas de mesures pour contribuer à empêcher le génocide au Darfour et pour respecter la dignité, la sécurité et les droits de l'homme des Tibétains, le président devrait boycotter la cérémonie d'ouverture* », a dit le sénateur de l'Illinois, en déplacement en Pennsylvanie où auront lieu les prochaines primaires, le 22 avril.

* LEMONDE.FR avec AFP, Reuters et AP | 10.04.08 | 07h06 • Mis à jour le 10.04.08 | 10h02.

Nouvelles craintes pour la flamme à San Francisco

Le passage de la flamme olympique, mercredi 9 avril, dans les rues de San Francisco était, après Londres et Paris, de nouveau l'objet de toutes les craintes de la part des autorités locales. Parcours modifié, banderoles pro-tibétaines hissées sur les haubans du Golden Gate, ce nouveau défilé promettait d'être houleux.

La porte-parole du président George Bush n'a pas écarté, mardi, la possibilité qu'il n'assiste pas à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à Pékin.

Le Comité international olympique, présidé par Jacques Rogge, a démenti, pour sa part, mardi, qu'il envisageait d'annuler le relais de la flamme à travers le monde.

En France, la ministre de l'intérieur, Michèle Alliot-Marie, a diligenté, mardi, une enquête administrative afin de savoir pourquoi les drapeaux tibétains étaient arrachés par les forces de l'ordre sur le parcours de la flamme à Paris. Et l'Inspection générale des services a été saisie d'une plainte d'un cameraman de France 2 molesté par des CRS lors des affrontements avec les manifestants.

Le chef de l'Etat français, Nicolas Sarkozy, a, de son côté, assuré que les incidents du défilé de la flamme « *était un spectacle un peu triste pour chacun* ». Il a, enfin, affirmé qu'il déterminerait « *les*

conditions » de sa participation à la cérémonie d'ouverture des JO « en fonction de la reprise » du dialogue entre la Chine et le dalaï-lama.

* Article paru dans le Monde, édition du 10.04.08. LE MONDE | 09.04.08 | 14h31.

« Le trajet de la flamme s'est transformé en chemin de la honte »

Le mot qui revient le plus souvent dans la presse internationale, mardi 8 avril, pour décrire l'étape parisienne de la flamme olympique est « chaos ». Et déjà, le terme s'applique pour décrire ce qui attend les organisateurs à San Francisco, prochaine étape d'un voyage planétaire déjà remis en cause. « *Un jour après Londres, l'étape de Paris a fini dans le chaos, la farce et, finalement, l'annulation* », estime *The Independent*. « *La flamme a été transportée honteusement à travers les rues de la Ville Lumière dans un bus de la police (...). Au lieu de célébrer l'émergence de la Chine comme un pouvoir mondial, le trajet de la flamme s'est transformé en chemin de la honte* », poursuit le journal, arrivant à la conclusion que l'on est témoin « *des plus importantes manifestations internationales contre les violations des droits de l'homme chinoises depuis les massacres étudiants à Tiananmen* ».

« *Paris est devenue une scène de désordre* », constate simplement le *New York Times*, notant que les manifestants étaient en particulier composés de personnes déjà présentes lors de l'étape londonienne, qui ont fait le trajet en Eurostar, dimanche, et de Belges et Néerlandais ayant effectué le déplacement en bus. Pour *El Pais*, « *Paris a éteint la flamme* », et ces événements sont « *un sérieux avertissement à Pékin : si vous voulez que vos Jeux se déroulent normalement, vous devez lâcher du lest au Tibet* ». « *On peut regretter une forme de prise en otage de cette fête du sport* », écrit pour sa part *Le Temps*, qui rejette finalement la faute de ce « *pataquès* » sur « *les dirigeants chinois et les pontes du CIO* ».

LE MYSTÈRE DES « HOMMES EN BLEU »

La police française est aussi mise en cause. Le correspondant du *Temps* a pu écouter une conversation radio entre CRS dont le contenu est révélateur : « *A l'approche de la flamme, la radio d'un CRS crachote un message éloquent : 'Apparemment, ils sont débordés.' L'un de ses collègues critique les organisateurs de la cérémonie : 'Le parcours est beaucoup trop long, c'est très difficile à protéger.'* »

Mais ce sont surtout « les hommes en bleu », ces joggeurs censés protéger la flamme, qui ont attiré l'attention. On ne sait quasiment rien de ce « *groupe particulièrement zélé de gardiens chinois* », constate avec surprise *The Independent*, alors qu'à Londres ils n'ont pas hésité à en venir aux mains avec « *les athlètes, les manifestants, les journalistes et même la police* ». Officiellement placés sous l'autorité du Comité d'organisation des JO de Pékin (Bocog), les « joggeurs » se sont notamment attiré les foudres du président du Comité olympique britannique, Lord Coe, qui les a qualifiés de « *brutes* » et a estimé que ses collègues français devraient « *se débarrasser d'eux* ».

A la veille de l'arrivée de la flamme à San Francisco, la presse locale ne rate pas l'occasion de prédire un désastre. Les autorités se disent confiantes quant au bon déroulement de l'étape, rapporte le *San Francisco Chronicle*, et n'écartent pas l'idée que le parcours, qui a été ramené à un peu moins de dix kilomètres, puisse être encore réduit. Des activistes de l'ONG Students for a Free

Tibet ont déjà mené une action hautement symbolique sur le pont Golden Gate, lundi, et d'autres du même type sont attendues. « *Seule étape en Amérique du Nord, San Francisco attire des manifestants de tout le pays qui défendent des causes très différentes* », explique le quotidien. Dans un éditorial titré « *Eteignez la flamme avant que quelqu'un se brûle* », le journal affirme que les drapeaux hissés sur le pont symbolique de la ville, à 46 mètres de hauteur, « *seront les manifestations les plus sûres que vous verrez ici* », laissant entendre que des plus dangereuses sont en vue.

« LA FORCE ET LES MOTS DURS »

La question qui se pose désormais, selon *Time*, est de savoir si la « *flamme olympique va brûler la Chine* ». La réaction du Parti communiste chinois, en particulier, est attendue. « *Ils ont été surpris, choqués par l'ampleur du ressentiment contre le pouvoir chinois (...). Et c'est là que réside le mystère. Les leaders chinois ne semblent pas être en mesure de répondre à ces incidents sans donner dans la force et les mots durs* », explique l'hebdomadaire. Il cite Perry Link, sinologue de l'université de Princeton, qui rappelle que l'actuel président, Hu Jintao, « *est de cette génération qui a reçu une éducation 'à la soviétique' dans les années 1950. Ils ne possèdent pas l'imagination pour prendre des décisions plus sensées* ». Quant aux conséquences que va avoir la présence de plus de 30 000 journalistes étrangers en Chine, au mois d'août, il est encore trop tôt pour le dire, écrit *Time*. Mais une chose est sûre, « *ils [Pékin] ne s'imaginent toujours pas ce qui va leur tomber dessus* ».

A plus longue échéance, *The Guardian* évoque déjà l'annulation du voyage olympique... en 2012. Le comité olympique londonien souhaite toujours organiser une tournée locale, mais ne voudrait pas risquer de répéter l'expérience catastrophique que vivent actuellement les Chinois.

Luc Vinogradoff

Gordon Brown n'assistera pas à la cérémonie d'ouverture des JO de Pékin

« *Il n'a jamais été question qu'il aille à la cérémonie d'ouverture. Nous avons toujours dit qu'il irait à la cérémonie de clôture.* » La décision de Gordon Brown de ne pas se rendre à Pékin le 8 août, annoncée mercredi 9 avril par une porte-parole de Downing Street, n'a donc rien d'un quelconque boycott. Cette décision aurait même été prise il y a plusieurs semaines, a assuré cette porte-parole.

La Grande-Bretagne, où la flamme olympique a effectué un parcours sous tension, dimanche, s'est jusqu'ici officiellement refusée à envisager toute forme de boycott des JO de Pékin pour protester contre la répression au Tibet, refusant de mêler sport et politique. Selon Downing Street, la décision de M. Brown de ne pas assister à la cérémonie d'ouverture ne constitue donc en aucun cas un « *changement de position* ».

Contrairement à plusieurs dirigeants européens comme le président français Nicolas Sarkozy, Gordon Brown avait répété samedi qu'il serait à Pékin en août, rappelant que le dalaï-lama rejetait lui-même tout boycott. « *C'est pourquoi j'ai dit qu'en tant que pays hôte des Jeux olympiques de 2012 qui se profilent, je participerai* » aux Jeux de Pékin, avait expliqué M. Brown.

INCERTITUDE SUR LA VENUE DE MM. SARKOZY ET BUSH

Au lendemain du fiasco de la présentation de la flamme dans les rues de Paris, Nicolas Sarkozy a, lui, conditionné sa participation à la cérémonie d'ouverture à un dialogue entre la Chine et le dalaï-lama. La Maison Blanche a de son côté assuré, mercredi, que M. Bush avait toujours l'intention de se rendre aux Jeux, mais précisé que cela ne signifiait pas qu'il assisterait à la cérémonie d'ouverture, le programme officiel de sa visite n'ayant pas encore été publié.

Selon un sondage publié mercredi soir par la chaîne Channel Four, 43 % des Britanniques sont opposés à une participation de M. Brown à la cérémonie d'ouverture. Plusieurs manifestations, notamment à l'appel des associations Free Tibet, Free Burma ou Reporters sans frontières, avaient été organisées à Londres dimanche, perturbant le passage de la flamme.

Des huées avaient accompagné l'arrivée de la flamme devant la résidence officielle de M. Brown, où plus d'un millier de personnes s'étaient réunies.

* LEMONDE.FR avec AFP et AP | 09.04.08 | 21h39 • Mis à jour le 09.04.08 | 21h44.

A Paris, la flamme olympique achève son parcours à l'abri des regards

Malgré un important dispositif de sécurité, le parcours de la flamme olympique à Paris a été interrompu à plusieurs reprises, lundi 7 avril, par des incidents opposant des militants pro-tibétains et des membres de Reporters sans frontières (RSF) aux forces de l'ordre. La torche a été par quatre fois mise à l'abri dans un bus de la sécurité, et un temps éteinte, avant d'être rallumée peu après 13 h 30 et de nouveau confiée à un relayeur, selon la préfecture. Vingt personnes ont été interpellées et relâchées, sauf une qui a été placée en garde à vue pour « *violence à l'encontre d'agent de la force publique* » et « *port d'arme prohibé* », selon le parquet.

Au départ de la flamme du premier étage de la tour Eiffel, l'athlète Stéphane Diagana, premier des quatre-vingts relayeurs à transporter le symbole olympique, n'a pu courir que quinze mètres avant d'être confronté à un premier incident. Le président des élus Verts au conseil de Paris, Sylvain Garel, a essayé de lui arracher la flamme. M. Garel a été interpellé par « *des policiers français et chinois* » avant d'être relâché. La vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France, Mireille Ferri (Verts), a été arrêtée alors qu'elle se dirigeait vers la tour Eiffel avec un extincteur, avant d'être relâchée elle aussi.

UN DRAPEAU DÉPLOYÉ SUR LA TOUR EIFFEL

Aux environs de la tour Eiffel, les forces de l'ordre étaient très présentes, bloquant tous les accès depuis la Seine jusqu'aux avenues bordant le champ de Mars. La foule des manifestants pro-tibétains, très encadrée par la police sur la place du Trocadéro, selon une journaliste du Monde.fr présente sur place, a accueilli le passage de la flamme par des huées ou en jetant des drapeaux imprimés par Reporters sans frontières représentant des anneaux olympiques en forme de menottes.

RSF a également réussi à déployer un de ces drapeaux depuis le premier étage de la tour Eiffel. Après de nouveaux incidents aux alentours d'Issy-les-Moulineaux, le symbole olympique a été monté à bord d'un bus de la sécurité, et éteinte pour des raisons techniques, a indiqué la préfecture. Les organisateurs ont ensuite tenté de relancer le cortège, avant qu'il soit à nouveau interrompu.

ITINÉRAIRE MODIFIÉ

Des incidents se sont produits sur l'ensemble du parcours prévu par les organisateurs, avant même le passage de la flamme. Des hommes et des femmes tentaient ainsi de s'allonger sur la chaussée mais étaient aussitôt délogés par la police avant l'arrivée du cortège.

Au passage d'un relais, RSF a une nouvelle fois déployé un de ses larges drapeaux sur un immeuble de l'avenue des Champs-Élysées. Quelques mètres en contrebas, une foule importante de militants anti-chinois a sifflé et hué au passage de la torche. Un jeune homme est monté sur le toit d'un Abribus, un drapeau tibétain à la main, avant d'être maîtrisé par des CRS. La foule a aussitôt entouré les forces de l'ordre, provoquant une légère et brève bousculade.

A l'approche du jardin des Tuileries, la flamme, qui devait rejoindre l'Hôtel de Ville, a de nouveau été mise à l'abri dans un bus. La façade de la mairie a été parée d'un drapeau de RSF et de celui du Tibet, déployés par des élus écologistes. Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, a décidé d'annuler la cérémonie qui devait se tenir à l'Hôtel de Ville. La préfecture de police a indiqué que l'itinéraire du cortège avait été modifié sur décision des organisateurs. Après le passage du relais devant l'Assemblée nationale, les organisateurs ont décidé que la flamme achèverait son parcours, jusqu'au stade Charléty, à l'abri des regards et des manifestants. Elle a retrouvé le bus de la sécurité où elle avait déjà effectué une partie du parcours.

Le direct du parcours de la flamme perturbé sur France 3

« Notre caméra a filmé le départ de Stéphane Diagana mais 150 mètres plus loin, [après un premier incident], la police l'a empêché de continuer », a expliqué Daniel Bilalian, le directeur des sports de France Télévisions, après que la retransmission en direct du parcours de la flamme a été interrompue au journal de la mi-journée de France 3. « Le réalisateur n'a pu reprendre la cérémonie qu'en bas [du siège] de France Télévisions », dans le 15^e arrondissement.

Le présentateur du journal du 12/13 a regretté être « privé d'images », commentant : « On croyait que ce serait du côté des Chinois, mais visiblement même en France il y a des problèmes ». Dans un communiqué, le SNJ de France 3 s'est alarmé d'une « censure ». « Voilà ce que le CIO fera en Chine, si des événements se déroulent pendant les directs des épreuves sportives », écrit le syndicat, qui a cependant pris « acte » par la suite des assurances de M. Bilalian selon lesquelles « le CIO n'a rien à voir là-dedans ». - (Avec AFP.)

* LEMONDE.FR avec AFP | 07.04.08 | 12h53 • Mis à jour le 07.04.08 | 21h01

JO en Chine : contestation accrue dans le sillage de la flamme

La vague de protestation contre la politique de répression de la Chine au Tibet, exprimée le long du parcours de la flamme olympique, qui traverse Paris lundi 7 avril, a conduit le Comité international olympique (CIO) à faire état, pour la première fois, de « sa préoccupation » sur l'évolution des

événements.

Après les incidents intervenus, dimanche, lors du passage de la flamme à Londres, le président du CIO, Jacques Rogge, en visite à Pékin, a appelé « à une résolution pacifique de la crise au Tibet » et condamné « *l'usage de la violence incompatible avec les valeurs olympiques* ». « Certains, a-t-il ajouté, ont brandi l'idée d'un boycott. *A l'heure où je vous parle, il n'y a pas d'élan en faveur d'un boycott général.* »

Face aux manifestants, les policiers londoniens ont dû mettre la torche à l'abri d'un bus à impériale pour éviter que les militants ne s'en emparent. Une quarantaine de personnes ont été interpellées. Pékin a condamné les actions dirigées contre la flamme dans la capitale britannique. La télévision d'Etat chinoise a préféré s'intéresser à la foule de sympathisant présente le long du parcours, sans montrer les manifestants.

En dépit d'un dispositif de sécurité sans précédent pour ce type d'événement, les autorités françaises craignent, pour leur part, de devoir faire face à de nombreuses perturbations le long des 28 kilomètres parcourus par la flamme, entre la tour Eiffel et le stade Charléty.

Un rassemblement était prévu, lundi à la mi-journée, sur le Parvis des droits de l'homme, au Trocadéro, à l'appel notamment de France Tibet et Solidarité Tibet. Une délégation de parlementaires devait se joindre à la manifestation.

« OPTIONS OUVERTES »

Pour le secrétaire général de Reporters sans frontière (RSF), Robert Ménard, à l'origine d'un incident lors de l'allumage de la flamme en Grèce le 24 mars, « *les lâches absolus, c'est le CIO* ». « *Lorsque les Jeux olympiques ont été attribués à la Chine, la délégation chinoise s'était engagée à progresser sur les droits de l'homme et notamment sur la liberté de la presse avant l'été 2008, explique-t-il. Ils se sont fait avoir. Jacques Rogge n'a jamais dit un mot sur les droits de l'homme, il le fait maintenant parce qu'il n'a plus le choix, mais il est tard.* »

Le passage de la flamme olympique attise également la controverse politique en France, notamment sur l'opportunité pour le président Nicolas Sarkozy de participer à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, le 8 août à Pékin.

Le ministre des affaires étrangères français, Bernard Kouchner, a déclaré au *Journal du dimanche* que « *la position de Nicolas Sarkozy est très claire et n'a pas bougé : en fonction de l'évolution de la situation, il prendra sa décision* ».

« *Nous souhaitons que la lumière soit faite sur la situation au Tibet, a-t-il poursuivi. La solution passe aussi, bien sûr, par la fin des violences. Enfin, et surtout, il faut que le dialogue reprenne entre les autorités chinoises et le dalaï-lama.* » Le chef de la diplomatie française reprend ainsi les trois points évoqués samedi par la secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Rama Yade, dans un entretien au *Monde*.

Le Quai d'Orsay, tant par la voix de M. Kouchner que de M^{me} Yade, a toutefois précisé qu'il ne s'agit pas de poser des « *conditions* » à la Chine et que « *toutes les options sont ouvertes* » concernant la venue de M. Sarkozy aux JO. Luc Chatel, le porte-parole du gouvernement, a ajouté, dimanche, que « *le temps n'est pas venu de se prononcer, car la France a souhaité faire offre de services pour renouer le dialogue entre les autorités chinoises et le dalaï-lama* ».

L'opposition a vivement critiqué la position diplomatique française vis-à-vis de Pékin. Pour l'ex-candidate socialiste à l'élection présidentielle Ségolène Royal, la France, qui présidera l'Union

européenne à compter du 1^{er} juillet, doit montrer l'exemple en boycottant les Jeux olympiques. « *Il est encore temps de menacer de boycotter les JO, a-t-elle affirmé au Journal du dimanche. Les brassards, les drapeaux, les banderoles, c'est mieux que rien, mais c'est se donner bonne conscience à peu de frais.* » Le député Vert européen Daniel Cohn-Bendit s'est pour sa part indigné : « *Si on se met à genoux à Paris, on fera quoi à Pékin ?* »

Jacques Follorou et Christophe Jakubyszyn (avec Harold Thibault)

* Article paru dans le Monde, édition du 08.04.08. LE MONDE | 07.04.08 | 16h09 • Mis à jour le 07.04.08 | 16h09.

Le ton monte entre Pékin et le CIO sur la question des droits de l'homme

Pékin a appelé, jeudi 10 avril, le Comité international olympique (CIO) à ne pas politiser les JO. « *Je crois que les responsables du CIO soutiennent les Jeux olympiques et adhèrent à la charte olympique [stipulant de] ne pas introduire de facteurs politiques hors de propos* », a dit la porte-parole du ministère des affaires étrangères Jiang Yu lors d'un point de presse. « *J'espère que les responsables du CIO continuent d'adhérer aux principes de la charte olympique* », a-t-elle ajouté.

Jacques Rogge avait appelé plus tôt la Chine à respecter avant les Jeux de Pékin ses engagements en faveur des droits de l'homme. « *Avant l'attribution, les représentants [chinois] ont dit et je les cite de mémoire, car je ne le sais pas par cœur, 'accorder les jeux à la Chine ferait avancer la question sociale, notamment les droits de l'homme'* », avait déclaré à la presse le président du CIO. « *C'est ce que je qualifierais d'engagement moral plutôt que juridique. Nous demandons absolument à la Chine de respecter cet engagement moral* », avait-il ajouté.

« NOUS ÉTIONS TRISTES POUR LES ATHLÈTES »

Le président du Comité international olympique (CIO) s'est dit persuadé que les Jeux rebondiraient de la « crise » de la flamme olympique et a prié les athlètes de garder foi dans le mouvement. S'exprimant lors de la session d'ouverture d'une réunion du conseil du CIO à Pékin, M. Rogge a souligné que des athlètes du monde entier étaient plongés dans le « *désarroi* » par les incidents qui ont émaillé le passage de la flamme à Londres et à Paris.

Jacques Rogge a estimé que le passage de la flamme à San Francisco avait marqué une amélioration par rapport aux étapes précédentes en Europe. « *Nous avons été attristés par ce que nous avons vu à Londres et à Paris. Nous étions tristes pour les athlètes et pour les porteurs de la flamme. Nous étions tristes pour les enfants qui ont vu leurs héros se faire huer* », a dit le président du CIO.

L'ambassadeur de Pékin à Berlin critique les médias occidentaux

« *La situation des droits de l'homme en Chine n'a jamais été aussi bonne qu'aujourd'hui* », a estimé Ma Canrong, l'ambassadeur de Chine à Berlin, dans une interview parue jeudi en Allemagne, dans le

Tagesspiegel. « Le fait que la Chine soit pourtant parfois aussi mal considérée est imputable avant tout aux articles caricaturaux de nombre de médias », a jugé l'ambassadeur chinois. Selon lui, « ce fut encore le cas à Lhassa », où « les correspondants occidentaux ont affirmé qu'il s'agissait de manifestations pacifiques », alors que des « crimes violents ont été commis » et qu'« aucun pays ne supporterait une telle violence ». - (Avec AFP.)

* LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 10.04.08 | 10h08 • Mis à jour le 10.04.08 | 10h10>>>>.

__Cérémonie des JO : M. Sarkozy lie la participation française à la reprise du dialogue sino-tibétain

Très attendu sur le dossier, au lendemain du passage mouvementé de la flamme olympique à Paris, Nicolas Sarkozy a posé, mardi 8 avril, ses « conditions » pour la participation de Paris à la cérémonie d'ouverture des JO. Première d'entre elles, « la reprise du dialogue entre la Chine et le Tibet », une demande que le chef de l'Etat a assuré avoir déjà transmise, par écrit, au président chinois, Hu Jintao. « C'est en fonction de la reprise de ce dialogue que je déterminerai les conditions de notre participation, d'autant plus que je serai à ce moment-là président de l'Union européenne, a-t-il expliqué. Il y a encore quelques mois, il n'y a pas de temps à perdre. »

Nicolas Sarkozy n'a jusqu'à présent jamais exclu un boycott de la cérémonie d'ouverture, qui doit se tenir à Pékin le 8 août. Le 25 mars, il avait déclaré : « Je veux que le dialogue commence et je graduerai ma réponse en fonction de la réponse qui sera donnée par les autorités chinoises. » L'Elysée avait jusqu'à présent réaffirmé que « toutes les options » sont encore possibles et que la décision sera prise « en fonction de l'évolution » de la situation.

UN « SPECTACLE UN PEU TRISTE »

Samedi, la secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Rama Yade, avait créé un couac gouvernemental en évoquant dans une interview au Monde trois « conditions » à la venue de M. Sarkozy à la cérémonie d'ouverture des Jeux, avant de démentir l'emploi de ce terme.

Concernant le passage de la flamme olympique, lundi à Paris, le chef de l'Etat a dit qu'il avait trouvé « un peu triste » le « spectacle » des manifestations, assurant toutefois que le droit de manifester était « la règle en démocratie ». Le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner, a jugé pour sa part que ces incidents « compliquent la tâche » du président dans ses efforts pour amener les deux parties au dialogue.

La Chine a de son côté dénoncé les manifestations qui ont émaillé le passage de la flamme, à Paris comme à Londres. « Je comprends que la sensibilité chinoise ait été blessée par ce qui s'est passé, ce n'était pas des images positives », a indiqué Nicolas Sarkozy, pour qui le dialogue reste « la solution pour que les Jeux olympiques puissent se dérouler de façon apaisée ». « Il faut qu'ils se parlent et qu'on évite de prendre en quelque sorte la flamme olympique en otage autour de questions qui sont par ailleurs extrêmement préoccupantes », a-t-il encore estimé.

* LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 08.04.08 | 15h43 • Mis à jour le 08.04.08 | 19h55.

Flamme olympique à Paris : interrogations sur le comportement et le coût du dispositif de sécurité

AFP/PATRICK KOVARIK

La flamme olympique a quitté Paris pour San Francisco, lundi 7 avril au soir, après une étape plus que houleuse de son parcours mondial dans la capitale française. Les regards se tournent désormais sur le rôle et le comportement du dispositif policier mis en place à cette occasion. Malgré son ampleur, l'appareil sécuritaire, censé protéger la flamme mais aussi les athlètes et les manifestants, selon le ministère de l'intérieur, n'a pas pu éviter les débordements qui se sont soldés par dix-huit interpellations et l'annulation d'une partie du parcours.

La ministre de l'intérieur, Michèle Alliot-Marie, a maintenu que les 3 000 membres des forces de l'ordre déployés « *n'ont pas été débordés* ». « *Compte tenu des conditions (...), la police a fait son travail de façon impeccable et sereine* », s'est-elle félicitée mardi sur Europe 1. Des propos qui ne répondent pas aux nombreuses critiques, notamment sur le comportement des forces de l'ordre et les prérogatives de l'ambassade de Chine et du Comité d'organisation des JO de Pékin. Ces derniers ont décidé seuls de l'itinéraire et des interruptions, ont expliqué conjointement M^{me} Alliot-Marie et la préfecture de Paris.

PAS DE CONFISCATION DES DRAPEAUX TIBÉTAINS, SELON LE MINISTÈRE

En revanche, la ministre a démenti que des consignes aient été données pour confisquer les drapeaux tibétains dans la foule. Plusieurs témoignages affirment que des policiers ont arraché des étendards tibétains des mains des manifestants, alors que les drapeaux français et chinois étaient autorisés. Seuls les personnes présentes sur le parvis des Droits de l'homme au Trocadéro ont eu le droit d'arborer le symbole en toute tranquillité.

Mais au cours de la manifestation, quand le drapeau tibétain était trop visible, les autorités chinoises ont décidé d'annuler purement et simplement certaines étapes du parcours de la flamme, comme ce fut le cas à l'Hôtel de Ville. L'adjointe au maire de Paris, Anne Hidalgo, a confirmé que les Chinois « *ont demandé que soient retirés tous les drapeaux tibétains qui les gênaient* » sur la place de l'Hôtel de Ville. Le maire de la capitale, Bertrand Delanöe, a refusé d'enlever le drapeau tibétain apposé sur la façade de la Mairie de Paris, expliquant « *que ce n'est pas aux officiels chinois de décider, pendant le parcours de la flamme, que l'on passe ou pas à l'Hôtel de Ville* ».

Jean-Christophe Lagarde, député Nouveau Centre (NC), a adressé une lettre à Michèle Alliot-Marie pour « *obtenir des précisions quant au fondement légal sur la base duquel ces décisions ont pu être prises* », soulignant que « *les drapeaux chinois, eux, n'ont jamais été confisqués aux manifestants, qui pouvaient les brandir* ». M^{me} Alliot-Marie a indiqué qu'« *une enquête administrative interne* » a été ouverte « *pour savoir dans quelles conditions cela s'est passé* ».

Par ailleurs, le coût du dispositif, estimé à 400 000 euros par *Le Figaro*, fait également polémique. Michèle Alliot-Marie n'a pas démenti le chiffre, sans pour autant donner une facture précise. « *C'est effectivement quelque chose d'important, comme souvent quand lorsqu'il y a des manifestations ou des risques* », a-t-elle déclaré.

Chronique

Un Chinois règle la circulation à Paris

par Dominique Dhombres

Avez-vous vu ce diplomate chinois parler avec véhémence au directeur de cabinet du préfet de police, sur le parvis de l'Hôtel de Ville, à Paris ? C'était dans le journal télévisé du soir, mardi 8 avril, sur TF 1. Pour ceux qui ont manqué cet épisode, on résume. La flamme olympique passait lundi par la capitale. Le cauchemar des policiers qui la protégeaient a commencé dès que Stéphane Diagana est apparu avec elle au pied de la tour Eiffel. Il a continué pratiquement jusqu'à l'arrivée de la flamme au stade Charléty, après un parcours de 28 km.

L'étape de l'Hôtel de Ville, brûlée à la demande des Chinois, a été cruciale. « *Aux abords de l'Hôtel de Ville, l'itinéraire va brutalement changer. Qui décide ? Qui fait quoi ? Incontestablement, la décision viendra de ce conseiller politique auprès de l'ambassade de Chine* », explique un journaliste de TF 1. On voit alors un diplomate chinois, écharpe autour du cou, sortir de sa limousine, très en colère.

Sur le parvis de l'Hôtel de Ville, il y a des manifestants chinois, mais aussi, de l'autre côté, retenus par des barrières métalliques, des Tibétains et des défenseurs des droits de l'homme. M. Song s'adresse alors au directeur de cabinet du préfet de police. « *Non, ce ne sont pas des Chinois, non !* », lui dit-il, très remonté. Ils poursuivent évidemment une conversation entamée au téléphone. On voit distinctement les Tibétains et leur emblème. Pour le représentant de la Chine, c'est inacceptable. « *M. Song et les autorités chinoises décident d'annuler le relais et la cérémonie de l'Hôtel de Ville. (...) Cette décision a été prise par les autorités chinoises. Ce sont elles qui avaient la responsabilité de la flamme, la responsabilité du rythme de déplacement du cortège* », poursuit le journaliste invisible. Pour mieux enfoncer le clou, TF 1 donne alors la parole à Pierre Mure, directeur de l'ordre public et de la circulation à la Préfecture de police. « *L'attitude des autorités chinoises et leurs perpétuels atermoiements nous ont compliqué la tâche, puisque cela a freiné un déroulé normal du cortège* », dit-il. Vous avez compris ? Les Chinois réglaient, lundi, la circulation à Paris. On plaisante ? TF 1 était en mission pour sauver la police parisienne de l'accusation d'incompétence. La police parisienne répliquait en disant que les incompetents, c'étaient ces Chinois aussi arrogants qu'indécis. Et mal élevés ! Ce n'est pas David Douillet qui dira le contraire. L'ancien champion du monde de judo se voyait éteindre sa flamme par un Chinois, nettement plus petit que lui, mais qui savait où était le bouton interrupteur sur son flambeau. Il faut conclure. La morale de cette histoire est qu'il ne faut jamais laisser les Chinois régler la circulation à Paris. Ils le font mal.

Dominique Dhombres

* Article paru dans le Monde, édition du 10.04.08. LE MONDE | 09.04.08 | 13h53.

Hillary Clinton demande à George Bush de boycotter la cérémonie d'ouverture à Pékin

Washington, correspondante

Alors que la flamme olympique est attendue à San Francisco, mercredi 9 avril, l'opinion commence à se mobiliser aux Etats-Unis en faveur d'un boycottage de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin.

Après la présidente de la Chambre des représentants, la démocrate Nancy Pelosi, il y a quelques jours, la sénatrice de New York et candidate à la présidence Hillary Clinton a demandé, lundi, au président George Bush de ne pas se rendre à Pékin si la Chine ne procède pas à « *un changement d'attitude majeur* » sur le Tibet et le Darfour.

Le gouvernement américain a eu tort de « *minimiser les droits de l'homme* » dans sa politique envers Pékin, a déclaré M^{me} Clinton. Elle estime néanmoins que les athlètes américains, qui ont « *travaillé dur* », ont « *gagné le droit de participer aux Jeux olympiques* ».

Son rival pour la nomination démocrate, le sénateur de l'Illinois Barack Obama, s'est dit lui aussi troublé par les événements au Tibet, mais il n'a pas appelé le président à boycotter la cérémonie d'ouverture. « *Le gouvernement chinois doit prendre immédiatement des mesures pour respecter les droits de l'homme et la liberté religieuse du peuple tibétain, a-t-il dit. Si ce n'est pas le cas, il devrait y avoir des conséquences* », a-t-il expliqué.

Jusqu'à présent, M. Bush a catégoriquement écarté l'idée de ne pas assister à la cérémonie d'ouverture le 8 août à Pékin. Le porte-parole de la Maison Blanche Tony Fratto a réaffirmé, lundi, que le président ne craignait pas de faire état de ses « *préoccupations concernant les droits de l'homme* » directement aux autorités chinoises.

Save Darfur, une coalition de 130 associations, a prévu une manifestation sur le passage de la flamme à San Francisco. L'association Free Tibet a aussi prévu une marche pacifique.

Lundi, trois activistes ont escaladé les câbles de suspension du Golden Gate Bridge, le pont de la baie de San Francisco, et déployé une banderole de soutien aux Tibétains : « *Un seul monde, un seul rêve. Libérez le Tibet.* » Sept personnes ont été arrêtées.

Corine Lesnes